

Liberté des libéraux et liberté des anarchistes

Parmi les différentes manières de concevoir la liberté, on en confond souvent deux. Pourtant, ces deux conceptions s'opposent en tout : sur leur vision des êtres humains, sur ce qui les relie, sur la façon de faire société.

Une vision de la liberté est portée par la philosophie libérale ; l'autre par la philosophie anarchiste, qu'on appelle aussi libertaire. Ces deux courants utilisent le même mot, « liberté », ce qui produit parfois de la confusion au sein des mouvements de luttes contemporains, alternativement sensibles aux conceptions libertaires et aux charmes troubles du libéralisme.

Au vu de nombreuses incompréhensions et tensions qui traversent le mouvement libertaire ces dernières années, il me semble important de clarifier les choses. En effet, ces deux définitions ont des conséquences concrètes, tant sur les revendications portées que sur les manières de s'organiser. Je propose de se pencher sur des questions philosophiques, pour mieux revenir à nos luttes ensuite.

La liberté des libéraux : une liberté sans attaches

Selon les philosophes libéraux, la liberté est la possibilité pour un individu de faire tout ce qu'il veut. Pour le philosophe Ruwen Ogien par exemple, « être libre n'est rien d'autre et de plus que le fait de ne pas être soumis à la volonté d'autrui ». Ce n'est pas faux. Quand on est soumis à la volonté d'autrui, on n'est pas libre. Mais c'est une drôle de façon de poser le problème qui oppose les individus les uns aux autres. Elle postule, comme la Déclaration des droits de l'homme de 1789, que « la liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui : ainsi, l'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres Membres de la Société la jouissance de ces mêmes droits . » Comme le dit aussi le proverbe : la liberté de chacun s'arrête là où commence celle d'autrui.

Les bornes de la liberté, c'est le droit. Dans cette vision de la liberté, « avoir le droit », c'est avoir la possibilité de faire tout ce qui n'est pas interdit. « Avoir le droit » serait synonyme de « être libre de ». Cette philosophie libérale postule qu'à la naissance les individus seraient chargés de tous les droits, que la société (comprendre : l'État) limitera dans certains cas. On voit bien que cette conception pense la liberté uniquement à l'échelle **individuelle**, comme si chacun était une petite bulle de volonté qui ne demandait qu'à marcher sur les pieds de son voisin (qui lui-même n'a qu'un désir, empiéter sur mes plates-bandes). C'est l'idéologie d'une société des individus atomisés, séparés, et qui se vivent comme aliénés par l'existence des autres. Autrui, quel salaud.

On comprend que cette conception de la liberté est aussi une vision **pessimiste** de l'être humain. En effet, même si pour les libéraux la liberté est d'abord un « silence de la loi » (Ruwen Ogien), le monde étant peuplé d'individus égoïstes et qu'on veut éviter le Chaos à la Mad Max, il est nécessaire que des institutions interviennent pour réguler la loi de la jungle.

C'est le rôle de l'État : mettre des barrières, pour éviter que la liberté des uns ne vienne écraser celle des autres. Car dans cette conception, une seule forme **d'institution** est finalement souhaitable : l'État, une institution coercitive extérieure à la volonté des individus, qu'elle considère comme des enfants. On sait pourtant, que l'État n'est pas la seule forme possible d'institution pour vivre en société. Par rapport à d'autres institutions, il se caractérise par ses fonctions régaliennes (police, justice, armée), en un mot par le « monopole de la violence légitime ». Il est dans sa nature d'exercer cette force ou de menacer de l'exercer. Les institutions, réduites à l'État, sont donc des barrières entre les individus, destinées à les contenir.

À l'exception d'une « égalité » abstraite, appelée égalité des chances (à la naissance), les libéraux ne reconnaissent qu'une **égalité de droits** (politiques et sociaux). Toute autre forme d'égalité, économique ou sociale par exemple, contrevient à leur vision de la société. En effet, les êtres humains naissant avec des chances égales mais des compétences inégales, il serait injuste que certains profitent de ce qui ne leur revient pas, et liberticide de priver d'autres du fruit de leurs compétences. Ainsi, puisque les libéraux considèrent que l'égalité impose de limiter la liberté de chacun, la liberté s'oppose pour eux à l'égalité.

Cette conception de la liberté est donc une conception **abstraite** qui ne prend pas en compte les conditions d'exercice réelles de la liberté. Elle oublie tout ce que les individus peuvent réellement faire (ou ne pas faire), par exemple sous le poids des influences sociales, ou plus simplement par le manque d'argent à la fin du mois. Comme on dit : un jour, j'irai vivre en théorie, parce qu'en théorie tout se passe bien.

Pour résumer de façon imagée, on pourrait dire que la liberté des libéraux est celle d'individus séparés, lâchés dans un univers hostile. Rétifs à toute idée d'égalité (qui nuirait à leur liberté séparée), ces individus-rois vivent l'institution de l'État entre eux comme un mal nécessaire contraints d'ériger des murs entre eux pour éviter de s'entre-tuer. Chacun coincé entre quatre murs, la liberté dont il est ici question est une drôle de liberté. Elle consiste à avoir le moins de liens possibles, pour se garder la capacité de changer de vie, de déménager à l'autre bout du monde à tout instant. C'est la liberté d'un individu-consommateur qui se croit tout-puissant.

La liberté des anarchistes : un monde en commun

À contrario, les anarchistes proposent une autre définition de la liberté, qui n'oppose pas individu et collectif. La liberté étant une question **sociale**, la liberté des autres est indissociable de la mienne. Comme le dit Michel Bakounine : « Je ne suis vraiment libre que lorsque tous les êtres humains qui m'entourent, hommes et femmes, sont également libres. La liberté d'autrui, loin d'être une limite ou la négation de ma liberté, en est au contraire la condition nécessaire et la confirmation. Je ne deviens libre vraiment que par la liberté d'autres, de sorte que plus nombreux sont les hommes libres qui m'entourent et plus profonde et plus large est leur liberté, et plus étendue, plus profonde et plus large devient ma liberté. » En effet, quelle valeur peut avoir ma liberté si elle repose sur l'asservissement des autres ? Au contraire, la liberté des autres étend la mienne à l'infini.

C'est une conception **optimiste** de l'être humain, où le rôle des structures collectives n'est pas d'empêcher, mais de faire jouer collectivement des volontés individuelles, sans les opposer. Dans cette conception, le rôle des structures sociales est simplement d'être des médiations entre les individus. Les **institutions**, bien qu'extérieures par définition aux individus, doivent être le reflet de la volonté de leurs membres. Cela peut valoir la peine de rappeler ce qu'est une institution, car dans nos sociétés (et particulièrement en France), on a souvent pris le réflexe de confondre le concept d'institution avec celui d'État. Mais les anarchistes entendent les institutions de façon plus large. Famille, langage, médecine, associations ou coopératives sont aussi des institutions ; des tiers ; des structures sociales durablement instituées. Dans une société anarchiste, l'État n'a pas lieu d'être et on lui préfère des institutions plus organiques qui ne détiennent pas forcément de pouvoir coercitif, ce qui les distingue de l'État. Les institutions sociales sont là pour permettre la réalisation de chacun et l'exercice de ses droits. Dans cette conception, « avoir le droit », c'est être en capacité matérielle (et pas seulement théorique) d'exercer ce droit. C'est une conception **concrète** de la liberté, car une liberté abstraite n'est rien si les conditions de son exercice ne sont pas réunies. D'où les critiques adressées par les anarchistes au « droit », souvent soupçonné de n'être que le paravent d'une égalité toute théorique, et non concrète.

Car pour s'exercer réellement, la liberté requiert une **égalité réelle**, pas seulement une égalité des droits ou des chances. Comme le dit Bakounine, « la véritable liberté n'est pas possible sans l'égalité de fait (économique, politique et sociale) ». En cela, les libertaires tiennent une position bien particulière, distincte aussi bien des libéraux (pour qui la « liberté » prime sur l'égalité), que des courants communistes (généralement prêts à sacrifier la liberté si cela peut permettre « l'égalité »). Ces deux courants ont le point commun d'opposer liberté et égalité, l'un pour se revendiquer de la liberté, l'autre de l'égalité. Tandis que pour les anarchistes, liberté et égalité sont indissociables. On ne peut subordonner l'une à l'autre, et on doit lutter pour les deux simultanément.

Résumons. Pour les anarchistes, la liberté est nécessairement sociale, et non privée. Pour s'exercer, elle nécessite l'égalité économique, sociale et politique des individus. Cette égalité réelle permet l'exercice réel de la liberté, qui n'est pas un simple mot mais une pratique. La liberté est faite de liens, non d'arrachements au monde : ce sont bien ces liens, formalisés sous la forme d'institutions

sociales qui donnent sens à nos vies et nous rendent capables d'agir sur le monde..

Libéraux et anarchistes : ne pas confondre

Exposées ainsi, on voit mal comment deux conceptions aussi différentes pourraient être confondues. Cependant, il faut se souvenir que depuis les années 1970, la déstructuration des collectifs de travail produit une individualisation rampante de la société. Or, l'idéologie la plus adaptée à un marché du travail individualisée, c'est une idéologie individualiste. C'est probablement ainsi que le libéralisme est devenu l'idéologie dominante des sociétés occidentales. L'idéologie qu'on intériorise individuellement depuis notre enfance, et tellement adaptée à notre monde ! Même les contestataires adoptent parfois, sans le vouloir, des conceptions libérales dans leurs luttes. D'autant que la philosophie libertaire est mal connue, que notre époque aime à mélanger les mots et les concepts, et à prétendre qu'il vaut mieux « ne pas trop se prendre la tête ». Bref : la confusion règne parfois entre les thèses libertaires et les conceptions libérales.

Mais cette question philosophique a des implications très concrètes. Ainsi, quand des mouvements de lutte oublient les aspects sociaux d'une question et renvoient chacun et chacune à leur « libre choix » individuel. Le choix individuel posé comme alpha et oméga d'une doctrine politique fait l'impasse sur les influences extérieures, cantonnant chacun à une attitude de consommateur, niant la possibilité de se réunir avec nos différences pour construire un point de vue commun dans les luttes. Que ce soit dans les mouvements anti-capitalistes, féministes, écologistes, la question se pose. En effet, si ma liberté est individuelle, au nom de quoi les décisions collectives (d'autrui, donc) m'impliqueraient-elles ? D'ailleurs, si chacun n'est maître que de lui-même, si la liberté ne se partage pas, au nom de quoi se regrouper et prendre des décisions collectives ?

En pratique, dans des milieux politisés, attentifs au fait que nul ne se trouve lésé dans les processus collectifs, on constate au quotidien la capacité de nuisance d'une idéologie qui empêche le collectif de prendre des décisions impactant la conduite de ses membres (ce qui est pourtant le propre d'une décision collective). Combien de collectifs militants ont ainsi explosé ces dernières années du fait de l'impossibilité s'accorder, sous l'influence de l'idée libérale que chacun ne décide jamais que pour lui-même ? Pour justifier sa position de défiance envers le collectif, ce libéralisme peut se revendiquer cyniquement d'une drôle d'« autogestion » (chacun ne décide que pour lui-même) ou travestir son attitude en « anti-autoritarisme », ou encore en « anarchisme individualiste ». Options intellos : on peut instrumentaliser tel ou tel propos des anarchistes Stirner ou Libertad, ou bien la critique féministe des rapports de pouvoir, et assaisonner le tout de sauce Foucault.

Avec quelles conséquences ? Plus nous adhérons à la conception libérale de la liberté, plus nous nous voyons nous-mêmes comme des individus tout-puissants, des auto-entrepreneurs de nos vies, et plus nous nous privons de la possibilité de nous lier avec d'autres, de nous retrouver dans des luttes communes et composites, de penser ensemble le monde avec des êtres égaux et différents. L'échec de ces luttes et de ces liens, pour la grande majorité cela veut signifier repli sur la vie de famille et le travail. Pour d'autres la dépression rampante, Netflix et les réseaux sociaux. Pour les plus chanceux, un anarchisme existentiel prétentieux (à noter : un mix des trois est possible). Ne restent plus alors que des oripeaux « identitaires » vaguement fantasmés pour habiller l'insupportable dénuement individuel... et parachever la parcellisation, chacun à sa place, chacun dans sa case, la liberté des uns opprimant la liberté des autres, supprimant toute confiance dans le collectif.

Cela vaut donc la peine de nous interroger sur la façon dont nous confondons parfois anarchisme et libéralisme. S'interroger, et construire des dynamiques qui vont dans un sens contraire. Il ne s'agit en effet pas que d'un combat philosophique, mais aussi de reconstruire matériellement des solidarités démolies par les politiques anti-sociales, et d'en inventer de nouvelles. Difficile de nager à contre-courant, mais c'est nécessaire. Contre la spirale de l'individualisme, défendons des pratiques collectives enthousiastes, et luttons conjointement pour l'égalité et pour la liberté. C'est le meilleur service que nous puissions rendre aux idées libertaires.